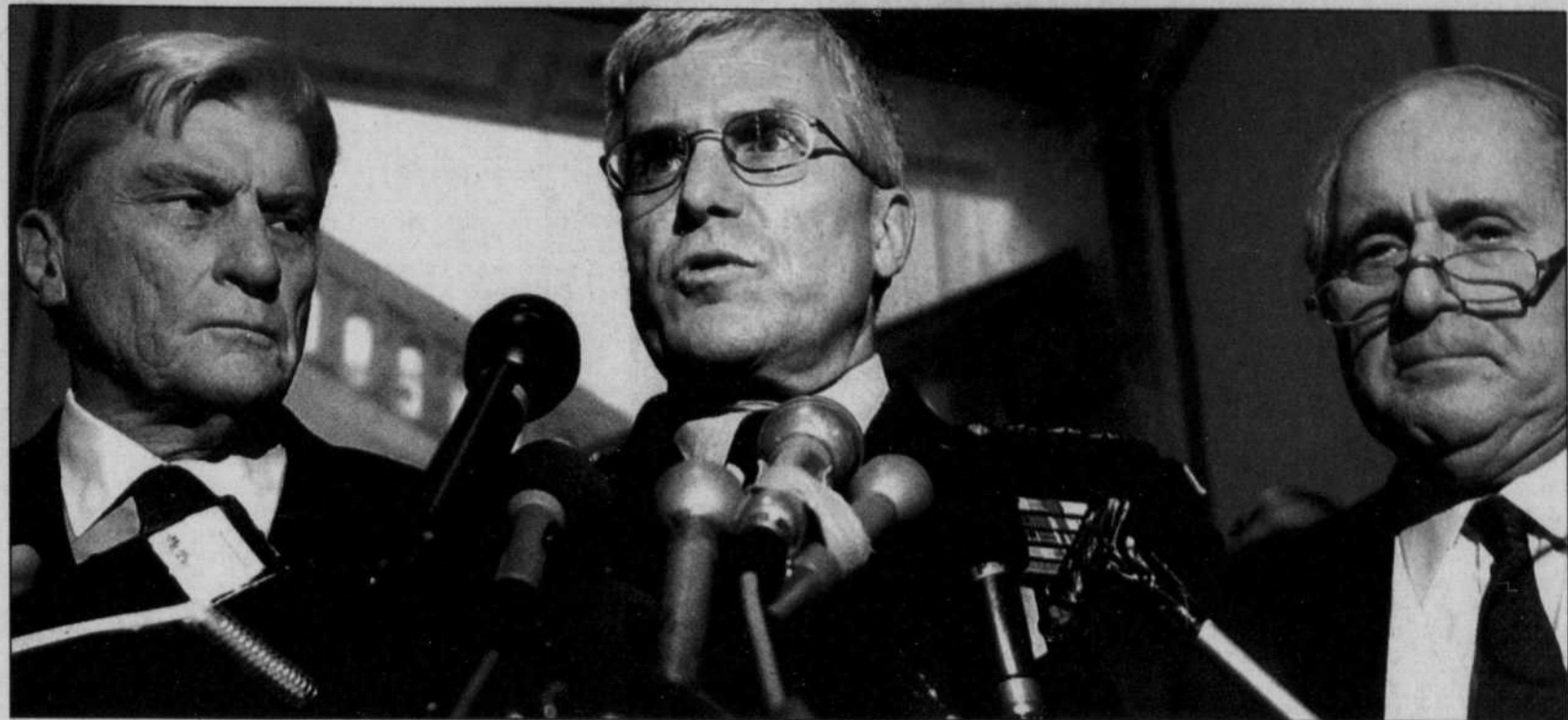


PRÉSENTATION DES ÉMISSIONS À  
**PRIX IMBATTABLES!**  
Ordinaire **94.9**

# LE DEVOIR



JASON REED REUTERS

Les commissions des forces armées du Sénat et de la Chambre des représentants se sont réunies d'urgence, hier, pour discuter du scandale des tortures infligées à des prisonniers en Irak et en Afghanistan. Depuis décembre 2002, 35 cas de sévices ont conduit à la mort de 25 prisonniers, a révélé hier le général et vice-chef d'état-major de l'armée de terre, George Casey, ici entouré des sénateurs John Warner et Carl Levin.

## Irak et Afghanistan: 35 cas de torture auraient conduit à la mort de 25 prisonniers

■ Washington promet que justice sera faite ■ Le Congrès américain est stupéfait d'avoir été laissé dans l'ignorance par le Pentagone

D'APRÈS L'AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — Le gouvernement Bush a promis, hier, que justice serait faite dans le scandale des sévices, parfois meurtriers, infligés à des prisonniers en Irak et en Afghanistan, pendant que les condamnations ne cessent d'affluer dans le mon-

de pour critiquer les États-Unis et que, au Congrès américain, des sénateurs indignés ont réclamé une enquête approfondie.

Selon un haut responsable militaire américain, le général George Casey, 35 cas de sévices ayant conduit à la mort de 25 prisonniers ont été recensés lors d'enquêtes menées depuis décembre 2002 dans des pri-

sons militaires américaines en Irak et en Afghanistan. Le général Donald Ryder, officier responsable de l'application des peines du système pénitentiaire, a précisé

VOIR PAGE A 8: TORTURE

■ Lire autres textes en page A 5

## 60 anciens diplomates américains contre Bush

En écho à leurs collègues britanniques, ils dénoncent la politique de soutien inconditionnel à Sharon

GUY TAILLEFER  
LE DEVOIR

Nouveau cri d'alarme diplomatique face à la catastrophe qui se déploie au Proche-Orient. En écho aux collègues britanniques qui ont dénoncé la semaine dernière la politique étrangère du premier ministre Tony Blair, soixante diplomates américains à la retraite ont adressé une lettre extrêmement critique au président George W. Bush dans laquelle ils affirment que son «soutien inqualifiable» au premier ministre israélien Ariel Sharon coûte aux États-Unis «sa crédibilité, son prestige et ses amis».

L'initiative est aussi exceptionnelle que les accusations qu'elle porte sont lourdes. Dans leur lettre rendue publique hier, les signataires se disent «profondément inquiets» de l'appui donné le 14 avril dernier par le président américain au projet de séparation unilatérale d'avec les Palestiniens mis en avant par M. Sharon — et que les membres de son parti, le Likoud, ont rejeté dimanche par référendum.

VOIR PAGE A 8: DIPLOMATES

■ Sharon veut modifier son plan, qui est salué par le «Quartette», page A 5

INDEX

Actualités	A2	Éditorial	A6
Annonces	B5	Idées	A7
Avis publics	B4	Météo	B7
Carrières	A4	Monde	A5
Culture	B8	Mots croisés	B5
Décès	B5	Sports	B6
Économie	B1	Télévision	B7



CATALOGUE DE L'EXPOSITION JEAN COCTEAU L'ENFANT TERRIBLE MBAM  
Sommeil hollywoodien, de Jean Cocteau (1953)

MUSÉE DES BEAUX-ARTS

## Le feu de Cocteau

La plus importante exposition jamais consacrée au grand poète s'ouvre à Montréal

MICHEL LAPIERRE

Le Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM) invite le public à l'ouverture, demain, de la plus importante exposition jamais consacrée à Jean Cocteau (1889-1963), poète au sens propre, mais aussi poète du roman, du théâtre, du cinéma, du dessin, de la céramique, de la vie littéraire, artistique et mondaine. Cette rétrospective comprend quelque 700 œuvres, dont un grand nombre sont inédites, et se tiendra jusqu'au 29 août. Elle n'a été présentée auparavant qu'à Paris, au Centre Pompidou, de septembre 2003 à janvier 2004, à l'occasion du quarantième anniversaire de la mort de Cocteau.

Jean Cocteau. *L'enfant terrible*. Tel est, à Montréal, le titre de l'exposition. Comme le catalogue en témoigne magnifiquement, les dessins de Cocteau cristallisent un monde très diversifié qui s'étend de Coco Chanel à Picasso en passant par Diaghilev et Colette. Jaillies d'un classicisme réinventé, une lumière

et une chaleur s'insinuent dans les instants les plus fragiles d'une époque et vont jusqu'à transfigurer les nombreuses scènes érotiques. Elles atteignent le visage de Cocteau dans les portraits exécutés par le poète lui-même et aussi dans ceux que l'on doit à Dufy, à Modigliani, à Picabia, à Man Ray ou encore à Andy Warhol.

Si, par malheur, le Musée des beaux-arts prenait feu, quelles seraient les œuvres de la rétrospective que nous devrions sauver en premier lieu? Cocteau a la réponse. «Lorsque l'on me demande, écrit-il, ce que j'emporterais de ma maison si elle brûle, je réponds: le feu.»

C'est bien le feu qui définit le mieux la poésie de Cocteau, cette poésie qui s'évade des vers pour se propager dans les personnes et les objets.

VOIR PAGE A 8: COCTEAU

■ MBAM: Guy Cogeval accepte un poste à Paris, page B 8

## Suicide: l'échec québécois

Au troisième rang mondial chez les hommes, le Québec voit encore grimper le taux de suicide

ISABELLE PARÉ  
LE DEVOIR

Même si le taux de suicide a chuté dans la plupart des pays industrialisés, le Québec connaît une montée inexorable et inquiétante des cas de suicide. Chez les hommes, ce taux a même bondi de plus de 60 % en 25 ans, hissant le Québec sur le podium des trois nations industrialisées les plus suicidaires.

Ce sombre constat est tiré des chiffres dévoilés hier par l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), au moment où s'ouvrait à Montréal le Congrès international sur la prévention du suicide, qui réunit plusieurs centaines de spécialistes et d'experts dans le domaine.

VOIR PAGE A 8: SUICIDE

OTTAWA

## Début d'été électoral

Les vacances venues, l'effet «commandites» se sera estompé, croient les libéraux

KATHLEEN LÉVESQUE  
LE DEVOIR

Les stratégies libérales semblent vouloir miser sur le début de l'été et sur le désir des citoyens d'écartier les dossiers embarrassants pour tenir le scrutin fédéral. Depuis quelques jours, deux dates circulent, soit le 28 juin et le 5 juillet, avec un déclenchement des élections le 23 ou le 30 mai.

Avec le retour du beau temps, l'impact du scandale des commandites commence à s'estomper. À la faveur de sa tournée des circonscriptions, le lieutenant politique de Paul Martin au Québec, Jean Lapierre, dit sentir un changement dans l'attitude des militants.

«Les dommages qu'on avait à subir ont été subis. [...] Il y a une fatigue des commandites. Sur le terrain, les gens nous disent qu'ils sont tannés d'entendre parler de ça et qu'il faut passer à autre chose», a affirmé hier M. Lapierre.

VOIR PAGE A 8: ÉLECTIONS

DU 6 AU 15 MAI 2004

**1<sup>er</sup> FIL** festival INTERNATIONAL de La Littérature

UNE PRÉSENTATION DE L'UNION DES ÉCRIVAINES ET DES ÉCRIVAINS QUÉBÉCOIS

La programmation est en ligne...

[www.uneq.qc.ca/festival](http://www.uneq.qc.ca/festival)

info-festival 514.277.1010

PORTE-PAROLE: CHRYSTINE BROUILLET

LE DEVOIR

## ACTUALITÉS



Manon Cornéliier

## Faux-fuyants sur la santé

Lors de la réunion de son caucus tenue la semaine dernière, le premier ministre Paul Martin était dans tous ses états à la suite des déclarations faites la veille par son ministre de la Santé, Pierre Pettigrew. Ce dernier avait reconnu que l'existence de services privés qui soient accessibles à tous et payés par l'assurance-maladie publique était conforme à la Loi nationale sur la santé et qu'il ne s'opposerait pas aux provinces qui voudraient examiner cette solution.

Invoquant la mémoire de son père, Paul Martin a soutenu qu'il ne laisserait pas le système public être émasculé. Désavoué, M. Pettigrew a dû battre en retraite et a affirmé que, même si la loi le permettait, le gouvernement fédéral n'encouragerait pas le recours au secteur privé.

La table était mise pour que le débat sur la santé soit empreint d'hypocrisie et de mauvaise foi, car M. Pettigrew avait raison au départ. La loi permet l'offre de services privés, à condition que tous y aient accès avec leur carte d'assurance-maladie. En s'opposant à l'application plus étendue de cette disposition, Paul Martin s'institue en censeur des provinces, et tout ça pour des considérations strictement électoralistes.

Face au conservateur Stephen Harper, qu'il dépeint comme un partisan d'un système à deux vitesses, M. Martin utilise un vocabulaire qui entretient les mythes au sujet du système de santé publique, en particulier celui suivant lequel le secteur privé n'y aurait pas sa place. Le secteur privé y est déjà, et cela n'est pas toujours contraire aux intérêts des patients. En Ontario et dans toutes les provinces de l'Ouest, il existe un vaste réseau de laboratoires et de cliniques de radiographie privés, auquel tout citoyen qui y est dirigé par son médecin a accès en présentant sa carte d'assurance-maladie. Une personne peut subir une mammographie ou une échographie en moins de deux semaines ou passer ses tests sanguins en sortant du bureau du médecin. Il suffit souvent de se rendre dans le sous-sol de l'édifice où il loge. Pas d'attente à l'hôpital, ni de journée de travail perdue.

Paul Martin ne fait toutefois aucune distinction entre ces cas autorisés par la loi et des situations aussi inacceptables que celles, trop répandues au Québec, où seules les personnes ayant une assurance privée ou des moyens financiers suffisants peuvent s'offrir des tests diagnostiques rapides. Ceux qui n'ont pas ces moyens font la file au CLSC ou à l'hôpital et doivent attendre parfois des mois pour certains tests.

Tous les partis fédéraux appuient le principe de l'assurance-maladie publique et s'opposent donc à l'idée de faire payer les citoyens pour des soins ou des tests médicalement nécessaires. La question est de savoir si, dans ce contexte, on trouve judicieux que le secteur public fasse appel au secteur privé pour offrir certains services accessibles à tous. Les conservateurs sont pour, les néo-démocrates sont contre et les libéraux tranchent la poire en deux.

En fait, Paul Martin évite la question en disant simplement qu'il s'oppose à ce que le fédéral encourage une plus grande présence du secteur privé. Il ne dit pas cependant ce qu'il compte faire au sujet des services privés existants, qui sont permis par la loi, ni s'il compte agir pour mettre fin à ceux qui y contreviennent.

Sa visite à Toronto, lundi, était révélatrice à cet égard. En tournée préélectorale, il a consacré l'essentiel de sa journée à la santé. Mais l'hôpital Princess Margaret, où il se trouvait, génère des revenus en mettant, après ses heures d'ouverture, ses services d'imagerie magnétique à la disposition de la commission des accidents de travail et de compagnies d'assurance. Invité à réagir, il s'est esquivé. «Je ne vais pas commenter des cas particuliers sur lesquels je n'ai pas d'information.»

L'ambiguïté libérale est complète. On n'encouragera pas un plus grand recours au secteur privé, mais on ne changera pas la loi qui le permet. On établira un plan sur dix ans avec les provinces, mais on leur refuse le droit de décider elles-mêmes si elles feront appel au secteur privé dans les limites permises par la loi.

Les libéraux préfèrent diaboliser le chef conservateur. Mais celui-ci a au moins l'honnêteté de dire qu'il ne se soucie pas de l'identité de ceux qui offrent les services, à condition que ces derniers soient universellement accessibles lorsqu'ils sont médicalement nécessaires.

Le chef néo-démocrate, Jack Layton, est lui aussi limpide, bien que plus démagogique. Il s'oppose à la présence du secteur privé et dit qu'il faut en arriver à un système d'offre de soins qui soit entièrement public. Selon le NPD, les services privés à but lucratif sont souvent plus coûteux et de moins bonne qualité. M. Layton s'engage à présenter un plan d'action durant la campagne électorale, mais on ignore si le NPD, qui accuse libéraux et conservateurs de vouloir privatiser le système public, entend proposer l'étatisation des cliniques privées existantes.

Le désir évident des libéraux de brouiller les cartes pour mieux attaquer les conservateurs sur le front de la santé laisse présager une campagne largement dépourvue d'honnêteté intellectuelle. La chef conservatrice Kim Campbell avait été clouée au pilori en 1993 après avoir affirmé qu'une campagne électorale était «le pire moment possible pour discuter d'un sujet aussi sérieux» que la réforme des programmes sociaux. Le ton adopté jusqu'à présent dans le débat sur la santé fait craindre qu'on finisse par lui donner raison.

Parlant de campagne électorale, il semble que Paul Martin tergiverse encore. Nouvelle date possible du scrutin: le 28 juin. Eh oui, tout juste après la Saint-Jean-Baptiste et le début des vacances estivales des Québécois et tout juste avant la saison des démentagements. On voudrait décourager les gens de voter qu'on ne ferait pas mieux. Et dire que Paul Martin se faisait l'apôtre de la réforme démocratique pour contrer, entre autres, le faible taux de participation aux élections générales...

mccornellier@ledevoir.com

## Kanesatake: Chagnon est prêt à faire intervenir la SQ et la GRC

James Gabriel participe à des pourparlers qui se poursuivront aujourd'hui

TOMMY CHOUINARD  
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Québec s'impatiente devant la situation toujours plus préoccupante qui prévaut à Kanesatake. Le ministre de la Sécurité publique, Jacques Chagnon, est maintenant prêt à mettre en œuvre un plan de gestion de la sécurité sur le territoire autochtone, qui impliquerait l'intervention de la Sûreté du Québec (SQ) et de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), afin d'épauler les Peacekeepers et de ramener l'ordre.

Pendant trois heures hier soir, dans ses bureaux de Québec, le ministre Chagnon a discuté avec le grand chef de Kanesatake, James Gabriel, afin que celui-ci consente à la mise en œuvre dudit plan, qui a été concocté conjointement par les trois corps policiers. «La réunion n'est pas terminée. Nous allons devoir continuer [ce matin]. D'ici ce temps-là, je n'ai pas d'autres commentaires. Mais ça va dans le bon sens», a affirmé Jacques Chagnon à la fin de la rencontre, refusant de préciser sa pensée.

En vertu de ce plan, la SQ et la GRC assureraient la patrouille à Kanesatake avec le corps policier mohawk. Si M. Gabriel y souscrit, des équipes de la SQ et de la GRC pourraient être déployées presque aussitôt. Le grand chef s'est dit, hier soir, à la recherche de «l'appui de tout le monde pour régler la situation le plus rapidement possible», mais il attend la fin des discussions entre les trois corps de police avant de se prononcer sur une éventuelle intervention policière à Kanesatake.

Plus tôt dans la journée, à l'Assemblée nationale, Jacques Chagnon s'est dit prêt à intervenir pour assurer la sécurité sur le territoire autochtone dès que les autorités de Kanesatake lui auront donné le feu vert. «Il y a un plan qui est prêt, et ce plan-là n'attend qu'une demande d'assistance des Peacekeepers pour être mis à exécution. On n'attend que ça», a indiqué M. Chagnon en chambre. Selon lui, ce plan de ges-

tion de la sécurité «permettrait d'avoir une plus grande sécurité sur l'ensemble du territoire».

Le ministre a qualifié de «déplorables» et de «tout à fait inacceptables» les incidents survenus lundi à Kanesatake. Des affrontements ont opposé les policiers mohawks, qui tentaient — une fois de plus — d'entrer sur le territoire, et des manifestants masqués, qui bloquaient le rang Sainte-Marguerite. Certains d'entre eux ont lancé des projectiles vers les policiers, qui n'ont eu d'autre choix que de rebrousser chemin. Trois agents ont été blessés.

Par voie de communiqué, James Gabriel a affirmé quant à lui que «les images dont nous avons été témoins sont effroyables. Il est incontestable que les actes de violence commis par ces individus sont dégoûtants. Cette petite minorité est déterminée à empêcher que ce soit d'appliquer tout type de loi et d'ordre». M. Gabriel tient les trois chefs dissidents du conseil de bande responsables des incidents survenus lundi.

Lors de la période de questions à l'Assemblée nationale, le chef du Parti québécois, Bernard Landry, a proposé au gouvernement de nommer un médiateur «qui soit compétent en matière autochtone, responsable et respecté afin de trouver une solution à cette impasse».

«La médiation est avancée par différents interlocuteurs, y compris par l'Assemblée des Premières Nations, et ça demeure une avenue qui, éventuellement, va devoir être envisagée. Cela étant dit, il faut être prudent et ne pas poser un geste qui remettrait en question l'autorité du grand chef James Gabriel, qui a affirmé préférer n'envisager cette solution qu'une fois la sécurité pleinement revenue sur le territoire. Je crois que, pour l'instant, il faut respecter ce choix de sa part», a répondu le ministre délégué aux Affaires autochtones, Benoît Pelletier, qui a aussi participé à la rencontre avec James Gabriel.

Dans son communiqué, James Gabriel a d'ailleurs noté qu'«il ne s'agit pas d'une crise politique qui puisse faire l'objet d'une médiation, mais bien d'une situation où la loi et l'ordre doivent régner».

## Martin suggère aux provinces d'augmenter leurs impôts

PRESSE CANADIENNE

Québec — Le premier ministre du Canada, Paul Martin, invite les provinces à combler leurs besoins financiers en ajustant «leurs recettes à leurs responsabilités».

«Les provinces canadiennes jouissent des pouvoirs et de l'indépendance prévus par la Constitution pour faire leurs propres choix concernant les impôts, les dépenses et la dette. Les provinces disposent de la marge de manœuvre voulue pour faire en sorte que leurs recettes correspondent à leurs responsabilités en matière de dépenses», écrit M. Martin dans une lettre transmise au président de l'Assemblée nationale, Michel Bissonnet. Ce dernier a rendu public le document, hier.

La lettre de M. Martin constitue la réponse du premier ministre fédéral à une motion votée unanimement par l'Assemblée nationale. La motion demandait au gouvernement fédéral de «reconnaître le déséquilibre fiscal» qui existe au Canada et de prendre les mesures requises pour le corriger.

Ottawa «est déterminé à développer avec les pro-

vinces un nouveau partenariat qui met l'accent sur l'intérêt des Canadiens», affirme le chef du gouvernement fédéral.

M. Martin reconnaît aussi «les pressions financières subies par les provinces dans plusieurs domaines prioritaires, dont la santé». Les engagements fédéraux ont consisté à avoir versé deux milliards supplémentaires pour la santé l'an dernier et à accepter de débattre d'un plan d'action à long terme au cours de l'été prochain.

Mais le premier ministre fédéral rappelle aux provinces que c'est à elles d'utiliser la marge de manœuvre que leur reconnaît la Constitution pour récolter les recettes dont elles ont besoin pour faire face à leurs dépenses en santé.

Tous les gouvernements québécois des dernières années rejettent pourtant l'hypothèse de hausser davantage les impôts ou de recommencer à faire des déficits comblés par des emprunts. Le premier ministre du Québec, Jean Charest, a maintes fois exclu toute hausse d'impôt pour les Québécois, qu'il considère comme les citoyens les plus imposés en Amérique du Nord.

## Les syndicats menacent de faire la vie dure aux libéraux

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Après le gouvernement de Jean Charest, voilà que Paul Martin risque à son tour de faire face à la grogne des syndicats dans le dossier de l'assurance-emploi durant la campagne électorale à venir.

De passage à Ottawa hier, les dirigeants des grandes centrales syndicales du Québec ont indiqué sans détour qu'ils attendaient de pied ferme les candidats libéraux et qu'ils ne se contenteront pas de vagues promesses.

«On est venu dire, même si on a le sentiment que c'est du déjà vu, qu'on ne sera pas dupes et qu'ils vont nous entendre même s'ils pensent calmer la tempête avec des changements cosmétiques», a lancé Claudette Carboneau, présidente de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), après son témoignage devant le comité parlementaire des ressources humaines.

D'une même voix, la CSN, la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) et la Centrale des syndicats démocratiques (CSD) ont dénoncé le projet «odieux» et «ironique» du gouvernement fédéral d'apporter quelques changements touchant les travailleurs saisonniers avant le déclenchement des élections. Les syndicats réclament plutôt une réforme en profondeur immédiate du programme sur l'assurance-emploi et non pas de simples promesses comme lors de l'élection de 2000.

Rappelant les récentes manifestations des syndicats au Québec, René Roy, secrétaire général de la FTQ, a mentionné que les comités d'accueil sont prêts à se faire entendre et que les troupes «sont capables de suivre les députés».

On peut tout de suite avancer sans se tromper que les syndiqués québécois auront à se faire entendre au cours des prochaines semaines puisque le ministre des Ressources humaines, Joe Volpe, admet qu'il sera impossible de mener rapidement

une vaste réforme, compte tenu de l'échéancier électoral actuel.

«Il y a des individus qui essaient d'avoir une solution complète dans les prochains jours en prenant une baguette magique pour résoudre les problèmes de tout le monde aujourd'hui, a-t-il déclaré. C'est évidemment impossible.»

C'est également le point de vue de sa collègue du Patrimoine, Hélène Scherrer, pour qui les modifications pour les travailleurs saisonniers demeurent les plus urgentes afin de réduire la période du trou noir, c'est-à-dire le nombre de semaines où les travailleurs sont sans emploi mais ne reçoivent plus de prestations.

«Par la suite, si ça s'inscrit dans l'ensemble d'une grande réforme, on y verra, mais à plus long terme», a indiqué le ministre.

Si les élections ont bel et bien lieu en juin, comme le veut la rumeur, les libéraux pourraient donc devoir faire campagne sur quelques bonifications visant le trou noir, combinées à des promesses de faire plus, une fois élus.

Ces promesses risquent de susciter la frustration chez bien des chômeurs et des travailleurs qui ont eu droit aux mêmes promesses il y a un peu plus de trois ans. Les centrales syndicales et les partis d'opposition considèrent que c'est trop peu, trop tard. Ils ont de plus souligné que l'affaire est d'autant plus frustrante cette fois-ci que le gouvernement dispose depuis trois ans d'un rapport unanime du comité des ressources humaines comportant 17 recommandations précises pour ajuster le programme d'assurance-emploi à la réalité du marché du travail.

Les recommandations, qui s'apparentent aux revendications des syndicats, suggèrent entre autres de rendre le programme plus accessible, d'augmenter le nombre de semaines de prestations, de diminuer le nombre de semaines de travail pour se qualifier et de rendre autonome la caisse de l'assurance-emploi.

EN BREF

## Reprise de la pêche à la morue

(PC) — Le ministre fédéral des Pêches, Geoff Regan, a autorisé hier une pêche limitée de la morue dans le golfe Saint-Laurent, à l'endroit même où son prédécesseur, il y a un an, avait exprimé de sérieux doutes sur la possibilité que la pêche commerciale reprenne de sitôt. Les pêcheurs de Terre-Neuve et du Québec pourront prendre jusqu'à 6500 tonnes de morue dans les secteurs nord et est du golfe, malgré l'opposition de certains scientifiques. L'annonce de la reprise de la pêche — bien que celle-ci soit limitée — a été bien accueillie par les associations de pêcheurs de Terre-Neuve. «Les quotas sont très peu élevés mais ça nous permet d'espérer mieux dans l'avenir», a dit Earle McCurdy, président du Syndicat des travailleurs unis des secteurs de l'alimentation et de la pêche. Les perspectives étaient jusqu'ici plutôt sombres pour les communautés visées. Mais certains ont des doutes quant aux motivations réelles du ministre. Ransom Myers, un biologiste de l'université de Dalhousie réputé pour son franc-parler, soutient que la décision de M. Regan de rouvrir la pêche est un geste politique destiné à attirer des votes à l'approche des élections fédérales. «C'est une décision payante à court terme sur le plan politique, qui aura toutefois des effets désastreux à long terme», a indiqué hier M. Myers, un spécialiste de la pêche à la morue.

## Québec recevra les maires francophones de la planète

(PC) — Les maires francophones du monde entier se réuniront à Québec en 2008 à l'occasion du 400<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de la capitale québécoise, a révélé hier le maire de Paris, Bertrand Delanoë, qui préside l'Association des maires francophones. Que le Sommet de la Francophonie de 2008 soit présenté ou non à Québec (le nom de la ville hôte sera dévoilé en 2006 au sommet de Bucarest, en Roumanie), la réunion des maires francophones se tiendra assurément dans la ville de Jean-Paul L'Allier, a dit M. Delanoë, à l'issue d'une rencontre avec le premier ministre Jean Charest à l'hôtel de ville de Paris. Et ce n'est pas qu'à Québec que se tiendront les célébrations, a poursuivi le maire, qui a promis que Paris célébrera elle aussi en grande pompe l'œuvre de Samuel de Champlain en Amérique. «À Paris, nous fêterons. Il y aura des manifestations, a-t-il fait valoir. Les Parisiens vont être enthousiastes. Ils aiment les Québécois, vous avez remarqué?»

## Les Canadiens divorcent moins

(PC) — Le nombre de divorces a diminué au Canada et au Québec en 2002, selon les données rendues publiques hier par Statistique Canada. Au Canada, le nombre de divorces a baissé entre 2000 et 2001, puis baissé une seconde fois entre 2001 et 2002. Ainsi, 71 144 couples avaient divorcé en 2000, 71 110 en 2001, puis 70 155 en 2002. Le Canada avait atteint un sommet dans les divorces en 1987, en enregistrant 96 000. Au Québec, toutefois, le nombre de divorces a grimpé très légèrement entre 2000 et 2001, puis diminué entre 2001 et 2002. Ainsi, 17 054 couples avaient divorcé en 2000, 17 094 en 2001, puis 16 499 en 2002. Fait à noter, les gens divorcent à un âge plus avancé. Cela fait 17 ans que l'âge des hommes et des femmes qui divorcent augmente, souligne Statistique Canada. En 2002, l'âge moyen des hommes qui ont divorcé était de 43,1 ans et l'âge des femmes, de 40,5 ans. De façon générale, le risque de divorce diminue graduellement après le quatrième anniversaire de mariage. Chaque 60 % des divorces, en 2001 et 2002, ont touché des personnes qui avaient été mariées durant moins de 15 ans. Le nombre de mariages était aussi en baisse, ces toutes dernières années au Canada. Le nombre de mariages avait augmenté en 1999 et en 2000, mais il a ensuite diminué. Avec plus de recul, toutefois, on remarque une tendance à la baisse dans le nombre de mariages tout au long des années 1990.

À PAS DE LOUP

Julie DUCHESNE  
Monika THOMA-PETIT

Sous la direction de  
Julie DUCHESNE

À PAS DE LOUP  
Manuels de l'élève A et B

Enseignement moral  
2<sup>e</sup> cycle du primaire

25,95 \$

Les Éditions LA PENSÉE inc.  
(514) 848-9042

En vente dans toutes les librairies

Ce numéro est une obligation:

1 800 463-5229

Les nouvelles Obligations d'épargne du Québec sont arrivées!

Émission en vente jusqu'au 1<sup>er</sup> juin

Téléphonez-nous du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h, et les samedis de mai, de 10 h à 16 h. Visitez le www.epq.gouv.qc.ca

Épargne Placements

Québec

# LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

EN BREF

### Explosions à Athènes

Athènes (AFP) — Trois bombes de «moyenne puissance» ont explosé hier matin dans un faubourg d'Athènes, à Kallithea, sans causer de dégâts matériels significatifs ni faire de blessés, a-t-on appris auprès de la police locale. Les trois explosions se sont produites séparément en l'espace de 45 minutes dans une zone inhabitée et non surveillée. Un journal athénien avait été prévenu des explosions par un appel téléphonique anonyme, peu avant qu'elles se produisent. Selon la police, les policiers venus sur les lieux après l'explosion du premier engin devaient être blessés par l'explosion des deuxième et troisième engins, mais ce scénario a échoué.

### Attentat à Bogota

Bogota (AFP) — Deux personnes, dont un enfant de huit ans, ont été tuées et 38 blessées dans l'explosion, hier soir, d'une voiture piégée à Tame, dans le département de Arauca (nord-est de la Colombie), frontalier du Venezuela, a annoncé à l'AFP le maire de la ville Alfredo Guzman. Les autorités colombiennes ont attribué l'attentat à la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, extrême gauche). Le maire a précisé que les deux victimes étaient un enfant de huit ans et un homme de 28 ans. Trois des 38 blessés, grièvement atteints, ont été transportés par hélicoptère à Bogota, a-t-il ajouté.

## DIPLOMATES

SUITE DE LA PAGE 1

Un plan, dit la lettre, «qui rejette les droits de trois millions de Palestiniens, qui nie les droits des réfugiés à rentrer chez eux et qui prévoit de conserver cinq grands blocs de colonisation illégaux dans les territoires occupés». Un plan, écrit-on au demeurant, qui «défie» les résolutions onusiennes, «sabote» la feuille de route dessinée par le Quartette (formé des États-Unis, de l'Union européenne, de la Russie et de l'ONU) et «renverse» la politique traditionnelle américaine au Proche-Orient.

Au nombre des signataires se trouvent une vingtaine d'anciens ambassadeurs ou consuls généraux, dont plusieurs ont déjà servi au Proche-Orient, notamment en Arabie Saoudite, en Égypte, au Qatar, au Yémen, en Irak et au consulat de Jérusalem. Ils ont été en poste sous l'une ou l'autre des présidences américaines des trente dernières années.

Ils ajoutent dans leur missive à M. Bush, lequel n'y a pas immédiatement réagi: «Votre soutien inqualifiable aux assassinats extra-judiciaires de Sharon, à un mur de séparation qui rappelle celui de Berlin, aux dures mesures militaires dans les territoires occupés et, maintenant, votre appui au plan unilatéral de Sharon font perdre à notre pays sa crédibilité, son prestige et ses amis.» Sans compter, selon eux, que cet appui place le personnel américain à l'étranger «dans une situation intenable et souvent dangereuse».

M. Bush, disent-ils, se trouve ainsi à fermer la porte à des négociations avec les Palestiniens et à exclure la possibilité d'un État palestinien. Ce faisant, les États-Unis font une croix sur leur vocation de «partenaire de paix équilibré». En fait, soutiennent-ils, «vous et le premier ministre Sharon avez systématiquement exclu les Palestiniens des négociations de paix».

«Nous allons récolter le pire de tous les mondes possibles», a affirmé à la BBC Greg Thielmann, signataire et ancien analyste au département d'État. «Nous avons probablement fait des dommages irréparables aux yeux du monde arabe.»

De Washington, une réaction est venue du secrétaire d'État adjoint Richard Ermitage, numéro deux du département d'État, qui a minimisé l'importance de la démarche: ces critiques, a-t-il déclaré, sont l'expression d'une liberté «démocratique» mais ne représentent rien de «significatif».

La lettre n'en traduit pas moins le malaise d'une partie importante du corps diplomatique américain. Elle est un nouveau pavé dans la mare pour la coalition américano-britannique qui se débat en Irak, aux prises depuis la semaine dernière avec le scandale grandissant des sévices et humiliations infligés à des prisonniers irakiens. Elle tombe en outre une petite semaine après que 52 fonctionnaires du Foreign Office à la retraite eurent écrit à M. Blair pour dénoncer son alignement inconditionnel sur la politique des États-Unis au Proche-Orient et réclamer un «réexamen fondamental». Estimant que «le pire était à venir», les diplomates britanniques ont estimé que la politique suivie par M. Blair sur les questions irakienne et arabo-israélienne était «vouée à l'échec». Leur sortie a fait grand bruit: leurs collègues américains les ont d'ailleurs «applaudis» hier, dans leur texte.

La lettre américaine prend la forme d'une pétition qui demeurera ouverte aux signatures jusqu'à la fin du mois. Elle porte avant tout sur le conflit israélo-palestinien, mais touche aussi à la guerre d'Irak. En conférence de presse hier après-midi à Washington, Carleton Coon, ex-ambassadeur au Népal et spécialiste du Proche-Orient, a dénoncé «le désastre de l'intervention américaine en Irak». Owen Roberts, ancien ambassadeur au Togo, a déclaré: «On ne peut pas démocratiser un pays et vouloir en faire un phare pour le reste du Proche-Orient en l'occupant et en y tuant des gens.»

Les signataires de la lettre, rédigée à l'initiative d'Andrew I. Kilgore, ex-ambassadeur au Qatar sous Jimmy Carter, n'en pensent pas moins qu'il «n'est pas trop tard pour rétablir les principes américains de justice et d'équité dans nos relations avec tous les peuples du Proche-Orient». Ils croient encore possible pour Washington de «renverser le courant de malveillance en Europe et au Proche-Orient — même en Irak».

Avec l'Associated Press  
et l'Agence France-Presse

## LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333. Le site Internet du Devoir: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com). Extérieur de Montréal: 1-800-463-7559 (sans frais).

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Quebecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Quebecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

## SUICIDE

SUITE DE LA PAGE 1

Ces données révèlent que le Québec n'a pas de quoi pavoiser en matière de prévention du suicide. De 1976 à 2001, le taux de suicide global au Québec est passé de 14,8 suicides par 100 000 habitants à 19,1, faisant des Québécois les Canadiens qui se suicident le plus. Mais, chez les hommes, ce taux a bondi de 19 à 30,7 suicides par 100 000 habitants, soit une hausse spectaculaire de 62 %, qui vaut aujourd'hui au Québec un taux de suicide masculin deux fois plus élevé que celui du reste du Canada. Bien que plus faible, le taux de suicide chez les Québécoises (7,7) surpasse aussi de loin celui qui est observé dans le reste du Canada (4,6).

Somme toute, 1334 Québécois se sont donné la mort en 2001, soit 1055 hommes et 279 femmes.

### Le Québec: triste champion

Le Québec ne brille pas non plus dans les comparaisons internationales, se classant au troisième rang depuis 1998, parmi 20 pays industrialisés, pour le suicide masculin et au sixième rang pour le suicide féminin. De 1981 à 1998, les taux de suicide ont pourtant chuté de façon appréciable dans la plupart des pays scandinaves et de l'Europe, sauf en Espagne et en Irlande. Hors de l'Europe, la mortalité par suicide n'a augmenté qu'en Australie et en Nouvelle-Zélande.

«Au Québec, la progression est à la hausse, et cela, dans tous les groupes d'âge, même si elle est nettement plus marquée chez les hommes de 30 à 49 ans», a insisté hier Danielle Saint-Laurent, épidémiologiste à l'INSPQ.

Le taux de suicide québécois serait en effet tiré vers le haut par la surmortalité par suicide observée chez la génération des baby-boomers, et ce, depuis le début des années 1970. Avec le vieillissement de cette génération, on s'attend à observer une montée en flèche des taux de suicide chez les 65 ans ou plus au cours des prochaines décennies.

Mais, selon cette chercheuse, il faut aussi s'inquiéter de la surmortalité constatée chez les jeunes Québécois, qui est nettement plus élevée que celle d'autres pays industrialisés, à l'exception de la Finlande. Chez les jeunes filles de 15 à 19 ans, le taux de suicide a plus que doublé au cours de la dernière décennie, affirme-t-elle.

Pourquoi? Difficile à dire. Bien des facteurs culturels expliquent les différences entre les taux de suicide recensés dans divers pays. Chose certaine, les épidémiologistes soutiennent que les taux de suicide ont chuté dans certains pays où des efforts majeurs ont été déployés pour prendre en charge les personnes souffrant de problèmes psychologiques, notamment dans certains pays scandinaves ainsi qu'au Royaume-Uni et en Hongrie.

«Ils ont été très agressifs dans les traitements préventifs. Mais il est impossible de prouver le lien de cause à effet entre ces stratégies et la baisse des taux

de suicide», soutient Danielle Saint-Laurent.

Au Québec, force est de constater que les efforts consacrés depuis 20 ans n'ont pas porté fruit, affirme cette chercheuse. Si rien n'est fait, le pire est à prévoir, ajoute Mme Saint-Laurent.

Ces chiffres viennent confirmer la thèse très controversée du D<sup>r</sup> Diego de Leo, professeur à l'université de Brisbane et directeur de l'institut australien de la recherche et de la prévention du suicide, qui soutient que la plupart des grandes stratégies nationales de prévention adoptées dans le monde n'ont pas donné les effets escomptés.

Dans une étude publiée par le *British Medical Journal* au sujet de la fluctuation des taux de suicide survenue en Finlande, en Norvège, en Suède et en Australie après l'adoption de stratégies nationales de prévention du suicide, le D<sup>r</sup> de Leo avance que les politiques de ce genre n'ont pas beaucoup d'influence sur les taux de suicide. «Il n'y a pas d'évidence que ces stratégies aient eu les résultats souhaités, soit l'objectif de réduction de 20 % qui avait été fixé. Il ne s'agit pas de dire que rien ne marche, mais il faut réévaluer nos programmes et trouver de nouvelles idées, a-t-il insisté. Les recettes utilisées sont simples, alors que ces problèmes sont complexes.»

Selon le D<sup>r</sup> de Leo, les pays industrialisés ont péché en axant trop la prévention du suicide sur les problèmes psychologiques, privilégiant une approche médicalisée du suicide. «Nous sommes capables de traiter la dépression, mais pas le suicide. Si on ne vise que les patients psychologiquement à risque, on ne va nulle part, car 80 % des autres patients nous échappent», avance ce dernier.

Le professeur Brian Mishara, directeur du Centre de recherche et d'intervention sur le suicide et l'euthanasie (CRISE) et président du comité scientifique du congrès, soutient qu'on ne doit pas pour autant parler «d'un échec» des programmes de prévention du suicide. «Je suis convaincu que certaines actions peuvent sauver des vies. C'est vrai qu'on a trop misé sur le traitement des maladies mentales et c'est certainement le cas au Québec. Mais il y a d'autres choses qu'on pourrait faire et qu'on ne fait pas», dit-il.

Parmi ces actions qui restent à entreprendre, le professeur Mishara cite notamment un meilleur suivi en clinique externe des patients hospitalisés pour des problèmes psychologiques, le contrôle de l'accès à certains médicaments en vente libre, la construction de barrières anti-saut sur certains ponts, ainsi qu'une meilleure autorégulation des médias, dont les publications influencent grandement certains gestes suicidaires.

«Il n'y a pas une seule solution au problème du suicide, mais une multitude d'actions à poser pour sauver des vies. Par exemple, récemment, deux journaux ont fait état dans leurs pages de suicides dans le métro. Le lendemain, il y a eu trois autres suicides le même jour, alors qu'on n'en compte normalement qu'une dizaine par année», dit-il.

## ÉLECTIONS

SUITE DE LA PAGE 1

Ce dernier a d'ailleurs souligné que le discours martelé par le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, n'a plus de résonance dans la population. «On voit d'ailleurs leur chute dans les sondages», a dit M. Lapierre.

À ceux qui craignent qu'en tenant des élections trop proches des festivités de la Saint-Jean-Baptiste, cela profite au Bloc québécois, des organisateurs arguent qu'il n'y a rien pour attiser la ferveur souverainiste, que l'on voit mal Gilles Duceppe soulever l'enthousiasme et que, de toute façon, Paul Martin n'est pas perçu comme une menace au nationalisme.

M. Lapierre abonde dans ce sens. «La dernière fois, c'était au lendemain de Meech. Depuis ce temps-là, on ne peut pas dire que le 24 juin, c'est un gros happening. On n'est plus dans cet esprit-là. Ce n'est même plus des périodes supplémentaires, ils sont sur les bancs de punition», a lancé Jean Lapierre.

Selon lui, le Parti libéral du Canada est loin de ces «calculs savants». «On est dans les considérations pratico-pratiques. Il faut imprimer les 4X8. Paul Martin a une machine électorale prête à faire feu», a tranché M. Lapierre.

Vérifications faites aux quatre coins de la province, des organisateurs libéraux commencent à voir la lumière au bout du tunnel. Le scandale des commandites et les hostilités entre les clans Chrétien et Martin ne seraient plus au cœur des préoccupations.

«C'a été abominable cet hiver, reconnaît d'emblée Louis Sylvestre, président de l'association libérale de Berthier-Maskinongé. Avec Gagliano, on a atteint le sommet de l'écoeurement. Mais les gens commencent à distinguer le contenu et l'ancien contenant. Le passage du temps va relativiser les choses. Il y a d'autres thèmes qu'on aborde en région, comme la santé, le creusage de la voie maritime et l'assurance-emploi.»

Dans Montmagny-L'Islet-Kamouraska-Rivière-du-Loup, c'est le même son de cloche. «L'effet négatif des commandites, on a senti un moment donné que ça avait une influence. Il y avait des inquiétudes. Moi, le premier, je ne suis pas très heureux de ça. Mais si on était gouvernés par les conservateurs, on serait allés en guerre en Irak. Il ne faut pas l'oublier. Alors le moindre mal, c'est encore le gouvernement libéral», estime le président du Parti libéral du Canada du comté, Clément Gaudreau.

Dans Hull-Aylmer, l'ancien président libéral, Yves Letellier, ne voit guère d'effets réels sur la motivation des troupes libérales. S'il se désole des déraillements du programme des commandites, il souligne du même souffle que «le motif à l'origine était le bon, soit promouvoir le Canada».

Le militant libéral Jean-Marie Doiron, dans la circonscription Haute-Gaspésie-La-Mitis-Matapédia-Matane, rappelle de son côté que, malgré un problème de gestion réel, le programme des commandites a aussi «aidé bien des petites organisations en région».

Parmi les libéraux contactés, il y a quelques voix discordantes. Toutes ont réclamé l'anonymat. Ici, un militant ébranlé par les révélations de la vérificatrice générale dans le dossier des commandites a l'intention de voter pour le candidat néo-démocrate. Là, un autre souligne que Paul Martin ne peut pas prendre totalement ses distances de l'équipe Chrétien. «Il veut avoir l'air du nouveau mais il fait partie d'une équipe de finissants», fait-il valoir.

Mais Jean Lapierre a soutenu que les troupes libérales n'en sont plus à se tirailler. «La pseudo-chicane Chrétien-Martin, il n'y a pas de séquelles de ça au Québec, a-t-il assuré. Moi, quand je fais du terrain, il n'y a personne qui me parle de ça. Pour les militants, il y a un nouveau chef, vive le chef! Ça finit là.»

## COCTEAU

SUITE DE LA PAGE 1

Pour le poète de la globalité, écrire est un acte solitaire qui débouche, à cause d'une générosité secrète, sur la musique, la danse, le jeu scénique, les costumes, les décors, l'art populaire, la mode et le cabaret. Le feu éclaire et réchauffe, mais, en même temps, il consume les choses et s'éteint. Écrire, nous explique le poète, résulte d'un débordement vital. «Il consiste, précise Cocteau, à projeter du sperme loin autour de nous. Le luxe du monde est dans la perte.»

Les arts plastiques, par l'usure de la matière à laquelle elle donnent lieu, illustrent très concrètement cette perte somptueuse, mais c'est dans le cinéma que culmine l'épuisement grandiose de la séve poétique. Longtemps latente, la révolution esthétique de Cocteau, cette entreprise si singulière et si personnelle, éclata en 1930 lorsque l'artiste polyvalent réalisa son premier film: *Le Sang d'un poète*.

Dès sa collaboration, en 1912, avec les Ballets russes en tant que librettiste, le jeune Cocteau s'éloigna du caractère obstiné livresque des avant-gardes littéraires pour créer sa propre avant-garde. Si ses textes manifestent un néoclassicisme indéniable, la nature très novatrice des liens étroits

que le poète entretient avec tous les arts embrase son œuvre d'un feu insoupçonné.

Alors que les surréalistes fuient les salons, Cocteau, pourtant étranger à Freud, introduit l'inconscient dans la vie mondaine, un inconscient poétique qui n'appartient qu'à lui. «Il faut être un homme vivant et un artiste posthume», déclara-t-il en 1926. Cocteau a découvert que la frivolité d'une époque, quand elle est perçue par le génie, exprime mieux que les livres nos pulsions les plus secrètes. Il entrevoit tous les fantasmes d'une civilisation médiatique à peine naissante, fantasmes répandus dans les masses grâce à une démocratisation artistique hallucinante, dont il fera de l'acteur Jean Marais le témoin, en particulier dans le film *La Belle et la Bête* (1946), qui obtiendra un succès populaire inespéré.

Cocteau est le premier écrivain à faire systématiquement du cinéma un «véhicule de poésie». Par-delà la mondanité, le passivisme de façade, l'égotisme et les complaisances érotiques, c'est sans doute cette audace déconcertante et cette légèreté travaillée qui expliquent le mépris que lui voueront des poètes réputés plus sérieux, comme André Breton et René Char. Dans son récent *Jean Cocteau* (Gallimard), le biographe Claude Arnaud décrit en détail l'incompréhension dont on fera preuve à l'endroit du poète de

## TORTURE

SUITE DE LA PAGE 1

que les morts incluaient deux présumés homicides de prisonniers par des soldats, celle d'un prisonnier qui tentait de s'échapper et dix autres cas qui faisaient encore l'objet d'une enquête. Il a précisé que l'origine de 12 autres cas de mort de prisonniers restait pour le moment inconnue.

Après la révélation, il y a une semaine, de tortures commises en Irak, sur lesquelles le Pentagone enquête depuis janvier, l'armée américaine a décidé d'interdire de couvrir la tête des prisonniers avec des sacs.

Le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, plutôt discret jusqu'à présent, a souligné hier que «les actions des soldats sur les photos étaient totalement inacceptables et non américaines».

Aux Nations unies, à New York, le secrétaire d'État, Colin Powell, a affirmé que «justice sera faite». «Ces individus seront présentés à la justice militaire», a assuré M. Powell à l'issue d'une réunion du quartette (États-Unis, Russie, ONU et Union européenne) sur le Proche-Orient. Colin Powell a reconnu être «profondément inquiet des effets que ces images pourraient avoir de par le monde», tandis que M. Rumsfeld a souligné que cette affaire «portait tort de façon fondamentale» aux États-Unis. Outre les condamnations dans le monde, des critiques virulentes sont venues du Congrès américain, stupéfait d'avoir été laissé dans l'ignorance par le Pentagone. Les commissions des forces armées du Sénat et de la Chambre des représentants se sont réunies en urgence, hier, pour évoquer le scandale.

«Nous devons dire à la communauté internationale: l'Amérique, ce n'est pas ça», a déclaré le chef de la minorité démocrate au Sénat, Tom Daschle. «Il est impératif que le Sénat lui-même parle de ce problème et envoie un message clair — par le biais d'une résolution ou une autre expression collective de son écoeurement — soulignant l'importance de notre adhésion aux règles internationales de protection des droits de l'homme pour chaque individu», a-t-il ajouté.

Ces «actes dégradants» suscitent une «condamnation universelle», a renchéri le dirigeant de la majorité républicaine, le sénateur Bill Frist.

«Nous ne pouvons pas laisser cette affaire tragique ternir le service du reste des hommes et des femmes dans nos forces armées», a déclaré le sénateur républicain John Warner, président de la commission des forces armées du Sénat, à l'issue d'une audition à huis clos de plusieurs responsables du Pentagone, ajoutant que, «selon les termes de la Constitution américaine, le pouvoir civil contrôle l'armée».

Il a promis la tenue très prochaine d'auditions. Le sénateur Daschle a demandé que le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, vienne s'expliquer en personne au Sénat d'ici la fin de la semaine.

Les soldats américains accusés d'avoir commis des sévices sur des détenus irakiens ont avant tout «obéi à des ordres» et ce sont leurs supérieurs qui doivent être tenus responsables, a affirmé Guy Womack, avocat du soldat Charles Graner, l'un des militaires accusés.

Pendant que les Britanniques s'interrogent toujours sur la réalité des photos montrant un soldat britannique urinant sur un prisonnier irakien, de nouvelles informations ont fait état de dix autres cas de civils irakiens ayant subi des sévices par «des militaires britanniques». Une enquête est menée à la fois en Angleterre, à Chypre et à Bassora, a indiqué le secrétaire d'État aux forces armées, Adam Ingram.

Le scandale a accentué, notamment dans le monde arabe, les ressentiments à l'égard des États-Unis. Coups, simulacres d'exécution, insultes, déshabillages forcés: un jeune caméraman irakien de la chaîne al-Jazeera, du Qatar, a témoigné d'humiliations subies pendant une détention de deux mois aux mains des Américains en Irak. Au Caire, le quotidien d'opposition *al-Wafd* a publié en première page quatre photos montrant, selon lui, des violés d'Irakienues commis par des soldats, sans préciser l'origine de ces photos, dont l'authenticité n'est pas confirmée. Selon un rapport américain, dont des extraits ont été diffusés lundi, des soldats dans la prison d'Abou Ghraïb ont «frappé et sauté sur les pieds nus des prisonniers, utilisé des chiens sans muselière pour faire peur aux détenus, sodomisé un détenu et menacé les détenus masculins de viol».

La Maison-Blanche a confirmé, hier, que le Pentagone avait lancé une enquête approfondie dans «tout le système pénitentiaire pour s'assurer qu'il n'y ait pas de problème systématique». Le président «veut vraiment que le Pentagone examine bien tout cela et prenne des mesures contre ceux qui sont responsables de ces actes épouvantables», a précisé son porte-parole, Scott McClellan.

Des poursuites pénales ont été engagées contre six militaires impliqués, et six officiers ont reçu des blâmes qui mettent de fait un terme à leur carrière. Un septième officier a reçu une réprimande écrite de moindre degré. La générale Janis Karpinski, chargée des centres de détention en Irak, fait partie des officiers sanctionnés, qui ont tous décidé de faire appel.

Au total, cinq enquêtes distinctes sont menées, selon les militaires américains. La prison d'Abou Ghraïb compte 4500 prisonniers. Quelque 11 000 détenus sont enfermés dans d'autres centres pénitentiaires en Irak.

Le président américain George W. Bush accordera aujourd'hui des interviews à deux chaînes de télévision arabes pour déclarer au monde arabe que les abus commis contre des prisonniers en Irak sont «honteux et inacceptables», a déclaré hier soir le porte-parole de la Maison-Blanche, Scott McClellan.

l'image fugitive, mais du miroir intemporel.

Arnaud relate aussi que Cocteau, dans les années cinquante, se sentait désemparé au sein de la culture de masse, culture que le cinéaste avait pourtant contribué à susciter et surtout à embellir. «*Courir plus vite que la beauté*», voilà le but que se fixe encore en 1952 le poète exigeant. Mais Cocteau se rend compte que son époque ne tient pas à courir aussi rapidement que lui. Le monde de l'évasion rend le rêve trop facile et s'enlise dans le confort d'une poésie superficielle. «Le poète, affirme Cocteau, était seul au milieu d'un monde industriel. Le voilà seul au milieu d'un monde poétique.» Pour lui, le poète n'aura jamais été aussi invisible.

On aurait tout de voir dans la condamnation de la facilité une simple nostalgie de la rigueur du classicisme. Pour Cocteau, le génie ne procède pas de la perfection, mais d'une incapacité. «Les génies sont, dit-il, ceux qui veulent faire comme les autres mais ne peuvent pas y arriver.» Par cette conscience aiguë de la solitude du génie, Cocteau influencera, au cinéma, François Truffaut, Wim Wenders et même Leos Carax. En 1986, dans *Mauvais Sang*, de Carax, le poète Jean Cocteau, précurseur ingénu du multimédia, est toujours vivant pour poursuivre le sang et le feu d'une jeunesse anonyme et sacrifiée.

LE DEVOIR

## LES SPORTS

Les patrons d'écurie acceptent

## Des changements radicaux en F1

ASSOCIATED PRESS

Monte-Carlo — Les patrons d'écurie ont accepté hier des changements radicaux destinés à réduire les coûts de la Formule 1, à réduire l'écart entre les voitures les plus rapides et les moins performantes et à redonner de l'intérêt aux courses, a annoncé le patron de la Fédération internationale automobile (FIA).

Une des mesures les plus radicales consisterait à faire courir toutes les équipes avec la même marque de pneumatiques, peut-être dès 2006. Une initiative qui devrait contribuer à niveler la concurrence et mettre fin à la bataille entre fabricants de pneus.

Les voitures de remplacement que les pilotes peuvent utiliser lorsque leur monoplace est accidentée en qualifications pourraient également être interdites l'an prochain, a annoncé Max Mosley, le patron de la FIA, à l'issue d'une réunion à Monaco avec les patrons d'écuries.

Les équipes de F1 sont aussi convenues de réduire la puissance et de prolonger la durée de vie des moteurs afin de réduire les coûts, et d'utiliser des freins standards. En outre, les aides électroniques au pilotage «*vont disparaître*», a souligné M. Mosley.

«*Excepté pour des détails mineurs, il y a une acceptation quasiment complète de ces propositions très révolutionnaires*», a-t-il précisé.

Le but est de donner aux petites écuries une chance contre les équipes majeures comme Ferrari, dont la domination menace de lasser sérieusement le public, qui doit en outre se contenter de courses avec peu de dépassements et de duels sur la piste.

Le champion du monde en titre, Michael Schumacher, a remporté les quatre premiers Grands Prix de la saison.

«*L'idée fondamentale est de rendre la course plus serrée et plus intéressante, et je pense que nous y parviendrons*», a souligné le patron de la FIA.

Les motoristes dépensent au total un milliard d'euros par an (1,7 milliard de dollars canadiens) pour les moteurs de 14 voitures actuellement en course, une somme qui n'est pas soutenable, souligne M. Mosley. Ils ont accepté des mesures pour réduire de moitié le coût des moteurs, a-t-il indiqué.

Et le fait que toutes les équipes utilisent les mêmes pneus réduira également les coûts et rendra la course plus équitable, selon lui.

Les patrons d'écurie se sont, dans l'ensemble, déclarés satisfaits de l'accord.

EN BREF

## Federer gagne, Roddick perd

(AP) - Le Suisse Roger Federer l'a emporté au premier tour du tournoi de Rome hier, tandis que l'Américain Andy Roddick a été battu par l'Argentin Guillermo Canas 7-6 (9-7), 6-1. Federer a eu raison du Suédois Jonas Bjorkman

7-6 (7-4), 6-3. Roddick a multiplié les erreurs face à Canas sur la surface de terre battue, qui n'est pas sa favorite. D'autre part, l'Espagnol Felix Mantilla, le tenant du titre, a eu raison de l'Américain Robby Ginepri 5-7, 7-5, 6-0. L'Italien Nicolas Pietrangeli a battu Massimiliano Dell'Acqua, Filippo Volandri a défait Nicola Pietrangeli et Jiri Novak a eu le meilleur sur James Blake.

Flyers 3, Maple Leafs 2 (P)

## Les Maple Leafs sont en vacances

NEIL STEVENS  
PRESSE CANADIENNE

Toronto — Les Flyers de Philadelphie ont été plus forts que les Maple Leafs de Toronto pour la deuxième année de suite. Les Leafs ont perdu 3 à 2 en prolongation hier.

Les Flyers, qui avaient eu besoin de sept matchs pour écartier les Maple Leafs de leur chemin dès le premier tour des séries l'an dernier, les ont sortis au terme du sixième match de la série de deuxième tour entre les deux équipes.

Jeremy Roenick a été le héros individuel, marquant au terme d'une descente en surnombre à l'aide d'un tir des poignets vif dans la partie supérieure du but, à 7:39 de la première période de prolongation. «*De l'emporter en prolongation contre une équipe comme les Maple Leafs, c'est comme un rêve pour moi, a commenté Roenick. C'est tellement une excellente équipe, qui mise sur des joueurs de caractère et très combattifs. De les éliminer est un formidable ac-*

complissement», a-t-il renchéri. «*La façon dont on a joué en prolongation a bâti notre confiance, a analysé de son côté l'entraîneur des Flyers, Ken Hitchcock. On n'a pas été passif. On s'est lancé à l'attaque et on a redoublé d'ardeur.*» Radovan Somik et Roenick avaient procuré les devants 2-0 aux Flyers dès la première période tandis que Karel Pilar et Mats Sundin ont fourni la riposte des Maple Leafs au cours du troisième vingt très animé qui a soulevé la foule de 19 625 spectateurs au Air Canada Centre.

Les Flyers croiseront maintenant le fer avec le Lightning de Tampa Bay en finale de l'Association de l'Est. Le Lightning, inactif depuis qu'il a éliminé le Canadien en quatre matchs jeudi dernier, a remporté les quatre duels contre les Flyers en saison régulière.

«*J'ai cru qu'on allait trouver une façon de l'emporter jusqu'à la fin*», a affirmé l'entraîneur des Leafs, Pat Quinn. J'en étais convaincu. Même après notre cuisante défaite de 7-2 dimanche, j'y croyais. C'est donc doublement décevant de perdre quand on a les mêmes rêves que nos partisans.

Expos 10, Rockies 4

## Heureux retour au Stade olympique

MICHEL LAJEUNESSE  
PRESSE CANADIENNE

Le véritable remède à la disette générale chez les Expos, c'était l'amicale enceinte du Stade olympique. De retour à domicile, les Expos ont présenté leur plus imposante production offensive de la saison quand ils ont battu les Rockies du Colorado 10-4 devant une poignée de spectateurs.

Ils étaient en effet que 4001 fanatiques dans les gradins, hier, la plus petite foule à Montréal depuis le 5 septembre 2002 quand 2134 spectateurs s'étaient déplacés pour un match contre les Phillies.

Jose Vidro, dès la manche initiale, Andy Chavez, avec un coup de trois points dans une poussée de

quatre points en cinquième, et Terrmel Sledge, avec son premier dans les ligues majeures, ont tous claqué le circuit pour les Expos, qui ont finalement retrouvé leurs bâtons.

Sledge, qui avait entrepris la saison avec une production d'un coup sûr en 34 présences, a récolté deux autres simples, en plus de son circuit. Lors de ses six derniers matchs, il a obtenu 10 coups sûrs en 19 présences. Il fait maintenant montre de son grand potentiel.

Bien appuyé par cette soudaine attaque qui a totalisé 14 coups sûrs, Claudio Vargas a remporté sa deuxième victoire en trois décisions. Il avait limité les Rockies à trois coups sûrs et un seul point, résultat du très long circuit de Jeremy Burnitz en quatrième, avant

la septième manche. Mais il avait dû travailler très fort et avait déjà effectué 112 tirs quand il s'est présenté au monticule en septième.

Il a alors cédé trois autres points à la suite d'un double, d'un simple de Brad Hawpe et du deuxième circuit de la saison de Royce Clayton, dernier frappeur qu'il a affronté. Vargas a eu le dessus sur Jason Jennings (1-4).

Les Expos ont égalé des sommets cette saison avec leurs quatre points et leurs cinq coups sûrs en une manche avec cette poussée de cinquième manche contre Jennings. Ils en avaient fait tout autant en sixième manche, le 23 avril, contre les Phillies de Philadelphie lors du match inaugural au Stade olympique.

HOCKEY

ASSOCIATION DE L'EST

Hier

Philadelphie 3 Toronto 2  
(Philadelphie remporte la série 4 à 2)

ASSOCIATION DE L'OUEST

Hier

San Jose 3 Colorado 1  
(San Jose remporte la série 4 à 2)

BASEBALL

LIGUE NATIONALE

	Section Est		Moy.	Diff
	G	P		
Floride	15	11	.577	—
Atlanta	13	12	.520	1 1/2
Philadelphie	11	13	.458	3
New York	11	15	.423	4
Montréal	7	28	.250	8 1/2

Section Centrale

Houston	16	10	.615	—
Chicago	15	11	.577	1
St. Louis	14	13	.519	2 1/2
Cincinnati	13	13	.500	3
Milwaukee	13	13	.500	3
Pittsburgh	12	12	.500	3

Section Ouest

Los Angeles	16	9	.640	—
San Diego	16	11	.593	1
San Francisco	12	15	.444	5
Arizona	11	14	.440	5
Colorado	11	14	.440	5

Hier

Montréal 10 Colorado 4  
Los Angeles 4 Floride 3 (11 manches)  
Atlanta 4 San Diego 2  
Milwaukee 6 Cincinnati 2  
N.Y. Mets 6 San Francisco 2  
St. Louis 6 Philadelphie 5  
Arizona 6 Chicago Cubs 3  
Houston 4 Pittsburgh 3

LIGUE AMÉRICAINNE

	Section Est		Moy.	Diff
	G	P		
Boston	15	11	.577	—
New York	14	11	.560	1/2
Baltimore	13	11	.542	1
Tampa Bay	9	16	.360	5 1/2
Toronto	9	18	.333	6 1/2

Section Centrale

Minnesota	15	9	.625	—
Chicago	16	10	.615	—
Detroit	13	13	.500	3
Cleveland	12	13	.480	3 1/2
Kansas City	8	17	.320	7 1/2

Section Ouest

Texas	17	10	.630	—
Anaheim	16	10	.615	1/2
Oakland	12	13	.480	4
Seattle	9	16	.360	7

Hier

Toronto 5 Kansas City 4  
Baltimore 10 Chicago White Sox 3  
Cleveland 7 Boston 6  
Tampa Bay 5 Texas 4  
Minnesota à Seattle  
N.Y. Yankees à Oakland  
Detroit à Anaheim

## L'INGÉNIOSITÉ NOUS EMBALLE

Concevoir, transformer, usiner. En investissant dans les entreprises qui donnent une valeur ajoutée à l'économie québécoise, nous engageons des capitaux, élargissons leurs marchés et façonnons leur croissance. Ensemble, nous créons de nouvelles richesses. Et l'idée nous emballe.

**FONDS**  
de solidarité FTQ  
*La force du travail*

1 800 361-5017 www.fondsftq.com